SES: Mark Rigolle prend les rênes de la start-up O3b

Andrew Browne nommé pour le poste de CFO **page 23**

L'Autriche planche sur une taxe sur les banques

Barack Obama inspire le gouvernement **page 22**

«Business Mentoring»

Accompagnement privilégié

C'est demain que sera officiellement lancé au Luxembourg le programme «Business mentoring», une initiative soutenue notamment par les ministères des Classes moyennes et de l'Economie, et la Chambre de commerce. Le principe de ce programme, déjà très développé au Canada par exemple, est assez simple: «Le mentorat d'affaires est une relation d'accompagnement libre, volontaire et bénévole, basé sur la confiance et le respect mutuel. Dans cette relation privilégiée, une personne d'expérience, le mentor, partage son expertise en entrepreneuriat et accompagne un autre entrepreneur afin qu'il profite de ses connaissances et de son savoir-faire», selon la définition de la Chambre de commerce.

En bref

Le tourisme en Europe a fortement reculé

En 2009, prés de 1,5 milliard de nuitées passées dans des hôtels et établissements assimilés ont été enregistrées dans l'UE27, soit une baisse de 5,1 % par rapport à 2008, après un taux de croissance annuel de - 0,2 % en 2008 et de + 3,5 % en 2007. Les chiffres luxembourgeois pour l'année complète ne sont pas connus mais de janvier à avril, le nombre de nuités ont diminué de 10,6 % sur un an et de mai à août les hôtels ont enregistré un déclin de 9,9 %, selon Eurostat.

Eurostat attend des explications d'Athènes

Les autorités grecques, soupçonnées d'avoir utilisé des montages financiers complexes pour masquer l'ampleur de leur dette, n'ont

Le Luxembourg est épinglé dans une nouvelle étude sur le blanchiment d'argent

Le GAFI touche la corde sensible

Le Groupe d'action financière (GAFI) a présenté hier un rapport très critique sur le Grand-Duché en ce qui concerne ses actions contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Dans la majorité des points d'évaluation, le Luxembourg ne peut satisfaire que partiellement aux critères de l'association.

Le terrorisme et le financement du terrorisme ne seraient pas assez criminalisés tandis que le secret bancaire complique les procédures pour combattre le blanchiment d'argent, estiment les experts du GAFI (Photo: Shutterstock)

■ Le Luxembourg n'a pas été épargné par le dernier rapport du GAFI. En effet, le pays ne réussit à satisfaire que partiellement les attentes des experts de l'organisation. Une supervision insuffisante sur de nombreux points et le secret bancaire sont épinglés à plusieurs reprises dans le rapport.

Le GAFI est un organisme intergouvernemental affilié à l'OCDE visant à développer et à promouvoir des politiques nationales et internationales afin de lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. L'organisation base son évaluation sur 40 recommandations ordinaires et neuf recommandations spéciales.

Au niveau légal aussi, les mesures du Luxembourg ne peuvent satisfaire que partiellement les spécialistes. Le terrorisme et le financement du terrorisme, une des prémisses du blanchiment d'argent, ne sont pas assez criminalisés au Luxembourg, selon le GAFI. Le nombre peu élevé de condamnations pour blanchiment d'argent – huit entre 2003 et 2009 – font penser au GAFI que la législation n'est pas assez dure compte tenu de l'importance du secteur financier. Les mesures pour confisquer des biens illégaux sont parfois limitées, note l'organisation.

Le secret bancaire est bien sûr épinglé puisqu'il rend les procédures pour traquer les actifs plus compliquées et il peut être invoqué pour bloquer des procédures.

Le gouvernement prend note et étudie des pistes d'action

«Le gouvernement luxembourgeois constate avec regret que, malgré ses efforts et en dépit des points forts de son système, l'évaluation est, sur d'autres points, très critique et contient une notation excessivement négative sur l'efficacité et la mise en œuvre du système au Luxembourg», notent le ministère des Finances et le ministère de la Justice dans un communiqué. Ces critiques concernent notamment le niveau des sanctions jugé peu élevé et une insuffisance des mesures dans la matière des fiducies ou encore la problématique de la supervision des professions non financières, précisent les ministères. «Les points de critiques du GAFI seront étudiés en détail et des pistes d'action seront dégagées pour garantir une meilleure efficacité du système luxembourgeois», soulignent les deux ministères dans leur communiqué. Selon eux il est toutefois évident que la critique générale d'efficacité ne pourra pas être évaluée seulement par rapport à des mesures législatives et réglementaires.

■ Ronny Wolff

Logistics Management Forum

La logistique, secteur-clé

Banque Centrale du Luxembourg

La somme des bilans provisoires